

Pantin, le 14 Mars 2024

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Aujourd'hui se tient un CSA AP dont l'ordre du jour a subi un coup de rabot, à l'image du budget de l'État. **L'UFAP UNSa Justice** ne peut que déplorer le retrait du projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 28 décembre 2018 fixant la liste des établissements ou services pénitentiaires prévue par le décret n° 2018-1319 du 28 décembre 2018 portant création d'une prime de fidélisation attribuée à certains personnels relevant de l'administration pénitentiaire, resté bloqué au niveau de la DGAFP... Une fois de plus les personnels devront patienter et attendre l'arbitrage de la DGAFP comme pour le complément forfaitaire qui devait être payé en 2023 aux Moniteurs de Sport, Formateurs, détenteurs de monitorats et régisseurs.

Pour ce qui est du coup de rabot infligé au budget de l'État, la DAP est impactée à hauteur de 118 millions €.

Pourtant, les chiffres de la surpopulation pénale explosent littéralement, comme ceux des heures supplémentaires effectuées par les personnels.

Le gouvernement vit ainsi à crédit sur le dos des personnels qui garantissent le bon fonctionnement de cette administration. Qu'en est-il du « travailler plus pour gagner plus »... Les compteurs RHS des agents croulent sous les HS non rémunérées. il est grand temps de remédier à cela et de se mettre autour d'une table pour en discuter et trouver une solution constructive...

Les conditions d'exercice des personnels pénitentiaires n'ont jamais été aussi dégradées, aussi dégradantes et aussi indignes... Le silence du ministre de la Justice, habituellement si loquace dans les médias, est assourdissant !

Qu'ils soient personnels de surveillance, d'insertion/probation, administratifs ou techniques, toutes et tous sont débordés, sursollicités et ne parviennent plus à exercer leurs missions dans un cadre de travail acceptable. Il y a urgence à agir !

En sous-effectif chronique, les agents sont dans l'obligation permanente de trouver seuls des solutions pour éviter le naufrage !

L'UFAP UNSa Justice se fait aujourd'hui le porte-parole de l'incompréhension et de la grogne grandissante des personnels.

L'amputation du budget de la DAP pour rééquilibrer les finances publiques, sauver les apparences face aux agences de notation n'est que le signal de l'ouverture d'une période d'austérité...

Cette « correction budgétaire » est une douche froide de plus qui impactera négativement les personnels pénitentiaires et leurs conditions d'exercice déjà plus que difficiles.

La DAP et le ministère, en mal de solutions, en appelleront sûrement à la solidarité... c'est tellement facile quand elle s'exerce à sens unique !

L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !

Les membres UFAP UNSa Justice du CSA AP